

# L'AVENIR DU TRAVAIL QUE NOUS VOULONS

Colloque

Genève, 18-20 octobre 2017

BIT — ACTRAV



Organisation  
internationale  
du Travail

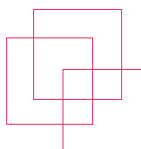
## Colloque d'ACTRAV sur «L'avenir du travail que nous voulons»

L'initiative sur l'avenir du travail part du constat que le monde du travail doit aujourd'hui faire face à des mutations plus rapides que jamais auparavant.

Au cours des quarante dernières années, la mondialisation a profondément transformé l'économie mondiale. Les économies nationales sont infiniment plus interconnectées, ce qui a des répercussions considérables sur les modalités d'organisation du travail et de la production, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Même si cette interdépendance accrue est un facteur déterminant du développement économique, ses bénéfices n'ont toutefois pas été répartis équitablement. D'une part, la multiplication des échanges commerciaux a abouti à un déclin du secteur manufacturier dans les pays développés, assorti d'un recours à l'externalisation de nombreux emplois moyennement qualifiés. D'autre part, de nombreux pays en développement se sont spécialisés dans l'exportation de produits de base ou se sont concentrés uniquement sur un petit nombre de secteurs productifs, ce qui ne profite pas à tous dans la société et va même jusqu'à renforcer les inégalités. Il s'avère donc essentiel de diversifier l'économie pour lui permettre de mieux résister aux fluctuations mondiales et d'accroître la productivité du travail, les salaires et les niveaux de vie.

L'évolution des technologies, porteuse d'innovations dans l'informatique, la robotique et, plus récemment, «l'intelligence artificielle», donne lieu à une restructuration importante de la production qui se répercute sur le volume de travail, les conditions de travail et la nature même du travail. Toutefois, une externalité importante ne porte pas tant sur le volume de l'emploi en tant que tel, mais plutôt sur sa composition. Les travailleurs et travailleuses hautement qualifiés sont ceux qui tirent le plus profit des nouvelles technologies, en particulier des innovations dans les technologies de l'information, alors que les emplois moyennement qualifiés font l'objet d'une automatisation croissante. Cette situation aboutit à une nouvelle polarisation de la main-d'œuvre, ce qui a une forte incidence sur les inégalités entre les hommes et les femmes, et exacerbe globalement les inégalités salariales.

Ces mutations arrivent en tête des causes de l'échec du marché du travail à rester en phase avec la croissance démographique rapide enregistrée dans de nombreuses régions du monde, qui donne lieu chaque année à l'entrée dans la vie active de 40 millions de travailleurs supplémentaires.



En outre, la croissance de l'économie mondiale s'est de plus en plus faite aux dépens de l'environnement. L'industrialisation, mais aussi une hausse de la demande stimulée par une progression rapide de la population, a entraîné une dégradation de l'environnement ainsi qu'un réchauffement dangereux de la planète; ce qui aura - et a déjà - de graves retombées sur le monde du travail et les moyens de subsistance de la population mondiale.

Au vu de ce qui précède, l'initiative sur l'avenir du travail offre un cadre à ajouter aux activités courantes des syndicats et permettant d'examiner les évolutions macroéconomiques et sociales majeures qui influent le monde du travail. L'accélération des mutations fondamentales qui se produisent aujourd'hui rend le moment choisi pour cette initiative particulièrement cruciale étant donné l'influence considérable que la qualité et la force des processus démocratiques et multilatéraux actuels auront sur la manière dont les tendances susmentionnées se répercuteront sur le monde du travail.

L'objectif de ce Colloque était de contribuer à l'initiative sur l'avenir du travail d'un point de vue des travailleurs, en tenant compte de l'hétérogénéité des problèmes rencontrés par les pays membres et en examinant les réponses éventuelles données à la fois par des gouvernements, des partenaires sociaux et l'OIT en vue de promouvoir la justice sociale et de protéger les droits des travailleurs et des travailleuses.

## Principaux points dégagés par le Colloque sur l'avenir du travail

Eu égard à la diversité des questions examinées par les participants, un certain nombre de points a influé sur les discussions dans chacun des différents dialogues. Ayant une conscience aigüe de l'étendue des difficultés qui se profilent à l'horizon en ce qui concerne leur interaction en tant que partenaire social avec les autres parties prenantes, les représentants des travailleurs et travailleuses ont réexaminé leurs méthodes tout en mettant en avant le caractère central du travail et en protégeant la dignité de tous les travailleurs au sein de la société.

L'un des principaux thèmes portait sur l'importance du dialogue social pour aborder l'accélération des transformations auxquelles est confronté le monde du travail. Il a été unanimement admis que la complexité et l'interdépendance des questions en cause rendent plus que jamais nécessaire d'agir collectivement dans un cadre tripartite. Il faut en particulier que les organisations de travailleurs soient considérées comme partenaires au-delà de la négociation collective et prennent activement part à l'élaboration des politiques socio-économiques. Le rôle de l'État à cet égard est de garantir l'information, la consultation et la participation égales des travailleurs; ce qui implique de respecter les réglementations nationales et internationales existantes protégeant les droits des travailleurs, d'élargir les dispositions réglementaires nationales et de veiller à ce que les entreprises assument leurs responsabilités et respectent les critères d'acceptation sociale.

Un autre point examiné concernait les progrès de l'innovation technologique. Il a été souligné que, pour les marchés du travail, les effets externes négatifs de l'«intelligence artificielle» et de l'apprentissage automatique ne proviennent pas de la technologie elle-même mais concernent plutôt une utilisation éthique et durable des nouvelles technologies, ce qui exige une réglementation en conséquence. Toutefois, l'automatisation et l'économie numérique se sont avérées un sujet de préoccupation essentiel pour tous les participants. Tous sont notamment tombés d'accord sur les effets avant tout déstabilisants, pour les travailleurs, de l'économie numérique, dont les plates-formes opèrent pour l'essentiel hors de la réglementation du travail classique. Les travailleurs opérant dans les processus de production numérique constituent une nouvelle catégorie de travailleurs «invisibles»

en termes de réglementation, ce qui facilite les formes atypiques d'emploi et exerce une forte pression sur les salaires ainsi que sur les entreprises de l'économie formelle par le biais de la concurrence déloyale. Ainsi, les travailleurs et travailleuses opérant dans des formes atypiques d'emploi sont souvent exclus de la protection sociale et de la formation sur le tas, indispensable au développement des compétences; et sont généralement plus vulnérables que les travailleurs relevant d'une relation d'emploi formelle. Afin de s'adapter à la rapidité des changements technologiques et à leurs effets déstabilisants sur les relations d'emploi, il est essentiel de renforcer les systèmes de protection sociale et d'offrir l'égalité d'accès à une éducation de qualité et au développement des compétences dans le cadre d'une stratégie visant à l'apprentissage tout au long de la vie et s'attellant à résoudre le problème de l'inadéquation des compétences.

Les participants ont par ailleurs souligné l'importance pour les syndicats de réévaluer leurs stratégies en vue d'élargir leur base d'adhérents traditionnelle et de soutenir l'organisation collective dans le cadre de nouvelles formes d'emploi et de l'emploi informel. La syndicalisation reculant dans la plupart des régions du monde, son extension aux travailleurs échappant à la relation d'emploi formelle devrait s'avérer essentielle pour veiller à ce que les syndicats jouent leur rôle en promouvant la justice sociale et le travail décent pour tous. Il s'agit notamment pour eux de réévaluer leurs structures internes pour permettre à une partie plus importante de travailleurs atypiques de s'organiser collectivement et d'obtenir la formalisation de leur emploi.

Un point d'honneur a été mis à faire ressortir les conséquences des grandes tendances macroéconomiques qui accompagnent la mondialisation. De nombreux participants ont souligné que la concurrence internationale ne doit pas se faire au détriment des droits des travailleurs et travailleuses et de leurs conditions de travail, pas plus qu'au détriment de la mise en œuvre de politiques budgétaires favorisant un développement économique d'ensemble et durable. La concurrence croissante en faveur de l'investissement étranger a en particulier abouti à un «nivellement par le bas» du comportement entre pays, en faisant pression sur les normes du travail et les représentations syndicales pour qu'elles s'adaptent aux investisseurs étrangers. Cette situation plaide en faveur d'une meilleure intégration régionale, d'une cohérence plus forte entre les organisations internationales en vue de réglementer l'internationalisation accrue des capitaux et des entreprises multinationales, et de modèles de production internationaux favorisant également le respect du travail décent pour tous.

En conclusion, les débats autour de l'initiative sur l'avenir du travail qui se sont tenus au Colloque d'ACTRAV se sont avérés très constructifs et révélateurs; et les conclusions aideront à s'orienter vers une stratégie claire destinée à permettre aux représentants des travailleurs et à l'OIT de façonner l'avenir que nous voulons.

## Points proposés pour aller de l'avant

Au vu des débats brièvement récapitulés ci-dessus, nous proposons six points précis qui devraient influencer le débat à venir, et être inclus dans les plans d'action des syndicats et d'autres parties prenantes.

1. Il faut que les syndicats évaluent leur approche en ce qui concerne à la fois leurs méthodes internes et leurs relations bipartites et tripartites. Ils doivent jouer leur rôle de défenseur des politiques progressives. Ils doivent aussi à la fois façonner et prendre une part active aux

processus démocratiques qui déterminent un développement durable et un travail décent pour tous.

2. Le dialogue social doit être résolument amélioré. Il ne s'agit pas nécessairement de créer les institutions appropriées qui, dans la plupart des cas, existent d'ores et déjà; mais plutôt d'une question de qualité du dialogue social. Il convient de définir clairement le champ d'application du dialogue social, de renforcer les capacités des coopérations tripartites et de garantir un rôle égal et indépendant aux partenaires sociaux. Au vu des nouvelles formes de travail et de production qui brouillent les définitions tant des employeurs que des travailleurs, il est essentiel d'exploiter le potentiel offert par les accords-cadres internationaux et de veiller à ce que les mécanismes publics reconnaissent la liberté syndicale et la négociation collective pour tous les travailleurs.
3. Des efforts plus importants doivent être déployés pour organiser et formaliser de nouvelles formes d'emploi qui s'apparentent à des pratiques de travail d'une époque révolue de longue date. La fragmentation et l'individualisation à grande échelle de l'emploi ont des répercussions considérables sur les travailleurs et travailleuses ainsi que sur l'étendue et l'efficacité de systèmes de protection sociale qui sont étroitement liés à une relation d'emploi formelle, à l'instar du pouvoir de négocier des travailleurs. Il existe quelques exemples positifs d'action collective menée par des travailleurs laissés pour compte, qui ont été organisés ou activement soutenus par des syndicats. Les syndicats doivent néanmoins réévaluer leurs méthodes internes sur la façon d'intégrer des travailleurs qui ne relèvent pas d'une relation d'emploi formelle en vue de formaliser leur emploi.
4. Les syndicats doivent promouvoir activement des stratégies de développement qui changent fondamentalement les structures économiques de l'économie mondiale. Il s'agit notamment d'œuvrer à une plus grande diversification sectorielle permettant de stimuler l'emploi et les salaires; ce qui permet ensuite une hausse de la demande interne et l'investissement dans des stratégies d'apprentissage tout au long de la vie impliquant la participation directe des gouvernements et des entreprises. Ainsi, les pays émergents deviendraient moins tributaires des fluctuations mondiales des taux de croissance et des prix. Pour ce faire, les syndicats doivent être mieux insérés à tous les niveaux de la conception et de la mise en œuvre des processus d'intégration et des accords commerciaux.
5. Il faut parvenir à une plus grande cohérence en matière de politiques promouvant le développement durable des économies. Il faut en outre accorder la même importance aux politiques sociales et environnementales qu'aux politiques économiques. L'Agenda 2030 et les Objectifs de Développement durable sont l'un des exemples d'offre d'une stratégie cohérente. L'ensemble clairement fixé des buts et objectifs aux niveaux national, régional et international donne un cadre aux façons dont le monde du travail peut répondre aux facteurs déterminants et aux tendances qui pèsent sur l'avenir du travail. La participation active des syndicats de même que l'engagement politique et les moyens financiers requis seront absolument nécessaires pour parvenir enfin à incorporer les ODD dans les stratégies de développement national et à garantir un avenir du travail fondé sur le travail décent et le développement durable. D'une manière générale, l'État doit jouer son rôle de garant et de promoteur de la cohésion économique, sociale et environnementale, de l'égalité, de la

protection des droits des travailleurs, du respect des législations nationales et internationales et de leur cadre réglementaire, ainsi que de l'extension de la réglementation de manière à combler les nouvelles lacunes qui se font jour.

6. Au niveau international, le rôle de l'OIT est indispensable pour garantir que sa mission en faveur de la justice sociale se retrouve dans toutes les politiques ayant une incidence sur le monde du travail; ce qui englobe la défense des normes existantes et la résolution des éventuelles lacunes de son cadre réglementaire. En outre, il ne s'agit pas pour l'OIT de mettre l'accent uniquement sur la réglementation, mais aussi de renforcer le respect des normes internationales du travail et de promouvoir la protection sociale et le dialogue social.

N'oublions pas de préciser que nous ne sommes qu'au début de cette discussion. L'initiative du centenaire de l'OIT sur l'avenir du travail représente pour nous tous une occasion extraordinaire de bâtir l'avenir que nous voulons et il est impératif de faire avancer ce débat stratégique pour veiller à ce que l'OIT s'acquitte de sa mission en faveur de la justice sociale et du travail décent pour tous et toutes, qui place la dignité des travailleurs au cœur du débat. Pour ce faire, il est essentiel que les syndicats jouent un rôle actif dans l'élaboration du processus politique et fassent entendre la voix des travailleurs à tous les niveaux de la gouvernance.